Paul Ricard, un maire provincialiste en croisade contre la « Sainte administration »

Nicolas Anderbegani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8571>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 95-105

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Nicolas Anderbegani, « Paul Ricard, un maire provincialiste en croisade contre la « Sainte administration » », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 94 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8571>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Paul Ricard, un maire provincialiste en croisade contre la « Sainte administration »¹

Nicolas Anderbegani

- 1 Évoquer le nom de Paul Ricard lors d'un colloque sur l'exercice de la fonction de maire en Méditerranée peut sembler énigmatique car ce n'est pas du tout une fonction que l'on peut aisément assimiler à ce personnage emblématique de la Provence du xx^e siècle. Nul ne peut ignorer l'histoire, teintée d'une légende savamment entretenue par son héros lui-même, du génial créateur d'un breuvage éponyme qui a fait le tour du monde. Le plus grand nombre connaît aussi l'éclectisme et l'audace de cet entrepreneur multi-facettes qui se mêla aussi bien de tauromachie, de mécénat artistique, de sport automobile que d'écologie, à travers des réalisations emblématiques telles que les clubs taurins, le circuit du Castellet ou encore l'Institut océanographique sur l'île des Embiez. Pourtant, dans cet inventaire à la Prévert, une facette de ce personnage demeure largement méconnue et mérite notre attention : son passage à la mairie de Signes, qui couvre pratiquement toute la décennie des années 1970, est autant un révélateur du « personnage » Paul Ricard que des problématiques politiques propres au Midi provençal et à ses mutations d'après guerre. Ce sujet est donc à la croisée de l'histoire régionale et de l'histoire individuelle.
- 2 L'étude de ses mandats municipaux présente un double intérêt : d'une part, comment, en tant que maire, Paul Ricard a-t-il su exploiter sa popularité et jouer de son image de « méridional tapageur » dans sa relation avec les habitants, sa relation avec les médias et dans sa gestion municipale ? D'autre part, comment Paul Ricard a-t-il utilisé sa position de maire pour poursuivre un combat de longue haleine contre ce qu'il nommait le plus souvent « l'Administration » ? Ce combat, qui s'est déroulé aussi bien dans les coulisses de ses entreprises qu'à la lumière de médias friands de polémiques, s'inscrit à la fois dans la continuité de son histoire personnelle – jalonnée de bras de fer – et dans un esprit d'indépendance et de méfiance vis-à-vis du pouvoir central, culturellement consubstantiel au midi de la France. Le combat que Paul Ricard engage

contre les services de l'État apparaît même comme le fil rouge d'une grande partie de sa carrière, de ses engagements et de sa vie. Pour mieux comprendre l'action municipale de Paul Ricard, c'est justement dans le temps long qu'il faut se replacer et remonter aux racines de cet affrontement.

Les « années noires » et la Libération aux origines du bras de fer

- 3 En octobre 1940, alors que la France panse les plaies de la défaite, le régime de Vichy entreprend son programme de reconstruction nationale et de restauration de l'ordre moral. Le couperet tombe alors pour Paul Ricard et tous les autres producteurs d'apéritifs anisés : le pastis est purement et simplement prohibé, comme d'ailleurs tous les alcools au-dessus de seize degrés, le lobby du vin prenant ainsi une cruelle revanche²... Érigé par Vichy en symbole de la déliquescence morale d'une « France de l'apéro »³ humiliée par la Wehrmacht, le pastis est un ennemi de la Révolution Nationale, charriant avec lui tous les préjugés dont l'État français use et abuse pour racoler les partisans du « renouveau » : ivrognerie, fainéantise intrinsèque des méridionaux, débauche et abandon des valeurs traditionnelles⁴ se mêlent dans un discours nauséabond qui perpétue une vision traditionnellement méprisante du midi de la France, au sens large. Évidemment, le coup est dur pour Paul Ricard dont la jeune entreprise est en pleine ascension⁵, mais l'homme a de la ressource et ne s'avoue pas vaincu. Pour maintenir une activité économique et éviter à son personnel de tomber dans le pernicieux système de la Relève puis du STO⁶, il investit dans l'achat de terrains agricoles du domaine de la Méjane, en Camargue, où la riziculture est développée ; il exploite l'eau minérale du Pestrin en Ardèche et produit aussi du jus de fruits, distillé en cachette pour fournir un ersatz de carburant à la Résistance locale. Il se vante de répéter à son entourage : « J'emmerde le maréchal Pétain ».
- 4 La fin de la guerre et la Libération ne signifient pourtant pas un retour immédiat à la normale pour le secteur des anisés à 40°. Le nouvel État républicain n'efface pas d'un revers de main tout l'héritage législatif de Vichy, bien au contraire quand il s'agit de santé publique : la reconstruction ne pouvant s'accompagner d'un quelconque laxisme, l'interdiction des apéritifs anisés au-dessus de 40° est maintenue, ce qui empêche une reprise normale de la production et de la commercialisation, sachant que l'appellation « Pastis de Marseille » exige une teneur à 45°. Paul Ricard trouve alors dans ce combat une cible médiatique en la personne de Germaine Poinso-Chapuis, ancienne résistante, députée MRP de la 1^{re} circonscription des Bouches-du-Rhône et surtout à partir de 1947 ministre de la Santé publique et de la Population au sein du gouvernement de Robert Schuman, une première pour une femme. Reprenant le combat mené depuis des lustres par les ligues antialcooliques, la ministre donne du répondant au duel très médiatisé que le patron marseillais alimente, la polémique rebondissant plusieurs années à l'occasion de chaque campagne électorale. Paul Ricard ne manque jamais de brocarder Germaine Poinso-Chapuis,

Avocate marseillaise de talent dotée d'une telle volonté qu'on la qualifiait de « seul homme du MRP » [...]. Mon opposition à Madame Poinso-Chapuis était devenue si ouverte que tout Marseille s'en amusait, et s'amusait surtout de Madame le ministre, que le bon peuple avait surnommée « Chapeau-Pointu ».

- 5 Quelques-uns évoquèrent même des camions publicitaires Ricard qui se rendaient sur les réunions publiques de la députée pour couvrir sa voix...
- 6 Le combat dure jusqu'au rétablissement du 45° par un décret en 1951, lorsque l'État comprend qu'il est impossible de faire appliquer les restrictions alors que les pastis illégaux – et parfois dangereux dans leur conception – coulent à flots dans les débits de boissons au vu et su de tous, y compris des autorités locales peu enclines à engager le bras de fer. Cette période qui englobe l'Occupation et les années d'après-guerre ont donc été décisives dans la « vision du monde » de Paul Ricard : renforcé dans son statut de grand patron en ayant réussi à faire survivre son entreprise aux ravages économiques de la guerre, il incarne à sa façon et défend aussi l'image du *self-made-man* français, prenant exemple sur la réussite des patrons autodidactes américains⁷ et opposant à sa réussite personnelle l'immobilisme et le manque d'audace des administratifs. Les batailles médiatiques et surtout législatives ont ainsi laissé des traces profondes dans l'action du semillant entrepreneur provençal : jusqu'à la fin de sa carrière et même au-delà, elle va régulièrement s'inscrire dans la confrontation avec l'Administration, sous toutes ses formes.

Le combat d'un libéral social contre l'étatisme

- 7 En tant que chef d'entreprise, entrepreneur ou mécène, Paul Ricard a adopté et façonné une posture de « croisé »⁸ contre la dérive bureaucratique de l'économie et de la société françaises. Ce combat a eu une dimension très personnelle, l'État étant son ennemi favori contre lequel il ne fut pas avare en termes et expressions péjoratifs, pourfendant un « monstre froid », omnipotent, destructeur et paralysant. En novembre 1968, la nouvelle tombe comme un couperet : Paul Ricard démissionne de la présidence de la société dont il tenait la destinée depuis ses débuts, en 1932. Cette décision, mûrement réfléchie, a toutefois respecté ce que nous pourrions appeler la « geste ricardienne », mêlant à l'imprévisibilité un emportement et une faconde très théâtraux : elle fit grand bruit autant par l'effet de surprise⁹ que par la véhémence des propos¹⁰, l'impétueux patron regrettant que, « à l'ère de la vitesse, la lenteur des décisions de tutelle rende caducs les projets avant qu'ils ne soient entrepris » et jugeant « intolérable qu'une administration qui a été créée pour servir la nation veuille aujourd'hui la mettre à son service et à ses ordres ».
- 8 Reprenant cette vindicte dans son autobiographie, la *Passion de créer*, il fustige cette administration « soucieuse de ralentir l'œuvre des constructeurs et, si elle le peut, de couper son élan » et qui « enserme les initiatives privées dans un filet aux mailles si étroites qu'il faut des réserves énormes de courage et d'optimisme pour aller quand même de l'avant »¹¹. Voici donc le portrait acide d'un État omnipotent qui serait de surcroît mal intentionné, allergique à la réussite de talents et voué à les ruiner. Plus qu'un adversaire, Paul Ricard fait de l'Administration, au sens très large du terme, un ennemi à abattre. Occupant l'espace médiatique pour faire parler du nom Ricard en contournant les restrictions toujours plus sévères sur la publicité des boissons anisées, il s'attache, par l'aboutissement et le succès de ses projets, à « remédier par [ses] propres moyens à la carence de l'État ». Là où les pouvoirs publics semblent à ses yeux passifs ou inefficaces, Paul Ricard profite de ces faiblesses mais aussi des moyens financiers importants à sa disposition pour provoquer le débat public : orchestrant, souvent avec la complicité des médias locaux, un soutien populaire que sa jovialité ne

peut que susciter, il lance des projets largement médiatisés tout en jouant la carte de la victime, du David se heurtant au Goliath administratif.

- 9 Les projets varois de L'Institut océanographique de l'île des Embiez, au large de Six-Fours – qui cristallisa les premières polémiques sur les ravages industriels de l'environnement – et du circuit du Castellet, près de Signes, présenté en son temps par l'intéressé comme un modèle de sécurité routière, en ont été les réalisations les plus visibles. Si ses passions et son envie d'entreprendre ont été des moteurs importants dans l'aboutissement des projets, son antagonisme viscéral contre les autorités administratives en fut un autre tout aussi déterminant. Sinon, comment expliquer cette savoureuse réponse de Paul Ricard à un journaliste lui demandant, lors de l'inauguration du circuit du Castellet, si ce projet était lié à une passion pour les sports mécaniques : « En 1968 déjà l'on manquait de routes et d'autoroutes. J'ai voulu savoir pourquoi, savoir si cela était une simple question de coût. Bref, j'ai voulu connaître le prix d'un kilomètre d'autoroute [...]. Si de tels aménagements existaient sur les routes, beaucoup de drames seraient évités, sans que cela n'entraîne pour les pouvoirs publics de ruine financière », clame-t-il alors dans la presse régionale !

La mairie de Signes ou la poursuite du combat sous une autre forme

- 10 Paul Ricard n'aime ni les hommes politiques ni le fonctionnement du système parlementaire et le fait savoir : « Le politicien est plus le représentant d'une tendance, d'un programme ou d'une doctrine que le délégué d'une partie du peuple, comme ce qui devrait être le cas dans une démocratie véritable »¹². S'étant volontiers déclaré apolitique tout au long de sa carrière, Paul Ricard n'est pourtant pas totalement « vierge » de tout engagement, direct ou indirect.
- 11 Dans sa jeunesse, sous l'influence et le parrainage du poète Jorgi Reboul¹³ et de l'écrivain et universitaire Charles Camproux, c'est un très actif militant occitaniste¹⁴ : il participe notamment à la fondation en 1925 du *Calen* de Marseille, une association culturelle, et devient un membre actif du *Group Marsihés d'Occitania* qui deviendra ensuite le *Parti d'ou poble provençau*, d'inspiration régionaliste, socialiste et autonomiste. Paul Ricard devient même le premier président de ce parti qui fustige déjà la centralisation et « l'impérialisme de Paris » dominé par une « majorité réactionnaire et pourrie ». En 1935, il envisage de se présenter aux élections municipales de Pourrières (Var), avec le soutien du Parti communiste, avant d'être poursuivi par le préfet des Bouches-du-Rhône pour affichage illégal. Bien plus tard, à la tête d'une entreprise majeure, il s'immisce dans le jeu politique marseillais, en appuyant notamment la candidature de Charles Pasqua – ancien directeur des ventes Ricard – pour la présidence de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille, en 1964, mettant à sa disposition pendant la campagne des camionnettes et du personnel. Attaqué pour ce soutien, Paul Ricard n'hésite pas à publier une tribune dans *Le Méridional*, quotidien de droite hostile à l'homme fort de Marseille, Gaston Defferre¹⁵. Enfin, on ne peut omettre le long partenariat qui lia la firme Ricard à la fête de *L'Humanité*, afin de capter la clientèle des masses populaires.
- 12 « Je suis devenu maire à la demande des habitants » : par cette phrase laconique, Paul Ricard résume la dimension souvent plébiscitaire, non institutionnelle et directe de

l'exercice du pouvoir municipal méditerranéen. Élu comme tête de liste sans véritable programme mais sur le seul prestige de son nom, l'ancien entrepreneur paternaliste et social se lance dans cet exercice politique en « profane » de la gestion politique, mais en communicant aguerri et redoutable. C'est dans la commune varoise de Signes, là même où il possède de nombreux terrains et à proximité du fameux circuit du Castellet, qu'il exerce la fonction pendant dix ans. Or, dans cette petite commune, comme souvent, le scrutin s'est joué en dehors des rivalités politiques traditionnelles et des grands clivages partisans qui structurent les élections nationales. Le maire sortant s'étant suicidé, c'est aussi par un concours de circonstances et au bénéfice de sa popularité que Paul Ricard a été élu, quand bien même son expérience des affaires publiques était inexistante. Les habitants n'ont pas fait un choix d'ordre rationnel, qui aurait fait appel à des critères propres à la fonction, mais un choix de confiance et d'empathie pour une personne à la fois respectée, admirée et considérée comme faisant partie intégrante de la communauté locale, du fait que Ricard est un propriétaire terrien local. Un véritable plébiscite bien éloigné des campagnes politiques professionnelles.

- 13 Le choix de Signes peut sembler a priori étonnant : cette petite bourgade varoise de seulement 900 âmes, située dans l'arrière-pays toulonnais sur un versant de la Sainte-Baume, est diamétralement opposée à l'envergure habituelle des projets portés par son nouveau magistrat. Les projets d'aménagement que Ricard y envisageait ont évidemment pesé dans la balance, mais la commune de Signes est porteuse de valeurs symboliques fortes : de par son terroir et ses traditions, comme les productions artisanales de la confiserie Fouque et les fêtes de Bravade – elle est un condensé de l'âme provençale. De par son passé – Signes est un des hauts lieux martyrs de la Résistance varoise¹⁶ – la commune porte dans sa mémoire collective des valeurs que Paul Ricard a constamment cultivées, mêlant fierté identitaire, volonté d'indépendance et résistance à l'oppression. Signes représente aussi une forme de retour au monde du village, celui de son « village » de Sainte-Marthe natal absorbé depuis par la métropole marseillaise.
- 14 Son discours inaugural de maire en janvier 1973¹⁷ est à ce titre significatif : il y affirme avant toute chose le sérieux de son accession à la mairie, qui n'est autre que le moyen de remplir au mieux sa tâche et non de satisfaire des ambitions personnelles. Viscéralement opposé au système des partis et au parlementarisme – une posture quasi gaullienne ! – nous retrouvons dans son discours l'essentiel des thèmes employés pour dénoncer les « incapables » : l'incurie des urbanistes qui construisent les villes sans penser au bien-être de l'homme, la nuisance des cités générée par la méconnaissance de la nature, la centralisation forcée de l'État qui ne voit pas plus loin que la capitale et n'a aucune connaissance du terrain et des réalités. Patron protecteur et dynamique, chantre du provincialisme et de la défense des identités, Paul Ricard se livre à un véritable plaidoyer pour la décentralisation des pouvoirs et la valorisation des collectivités locales, jouant sur les vieilles ficelles de l'antagonisme entre la capitale et la province : « Les pouvoirs publics ont été créés pour porter assistance aux collectivités locales, non pour leur imposer leur tutelle » et de dénoncer la paralysie des pouvoirs locaux : « Les maires de France, élus au suffrage universel, qui connaissent les besoins [...] ne sont plus que les agents d'exécution de l'autorité de tutelle étatique », avant de surenchérir avec un brin de forfanterie « Paris n'est qu'une ville qui coûte cher, et nous sommes la France ».

Un populisme saveur Ricard ?

- 15 « Ni de droite, ni de gauche, pour le peuple » : cette sentence, digne d'un slogan électoral cherchant son effet, ajoute à la rhétorique régionaliste une dimension populiste savamment cultivée. Dans une allocution datée de janvier 1978¹⁸, il accuse un État « omnipotent et féodal » et dénonce un peuple assujéti à un Parlement de façade : « La République doit être celle des politiques au vrai sens du terme, de ceux pour qui les problèmes humains l'emportent sur tous les autres ». Ironisant sur le contraste entre la modernité du ^{xx}e siècle et l'archaïsme de la loi qui « s'articule encire autours des lois de Colbert et du Code Napoléon », il plaide pour plus de pouvoir local et plus de proximité entre le politique et le citoyen : « Ma déception de maire a été de constater l'impuissance d'un élu local, pour la défense des droits du citoyen contre la bureaucratie sans cœur et sans âme ».
- 16 Quand Paul Ricard entre en fonctions, les difficultés s'accroissent. Dans un article paru dans *République* en 1973¹⁹, un journaliste lance un titre provocateur : « Cherche-t-on à rayer de la carte de France les petites communes ? ». L'auteur, visiblement très sensible au discours du maire, passe en revue les problèmes et les mauvaises surprises qui ont frappé Signes, symbole d'un mal profond touchant les communes rurales : suppression du bureau de régie pour les formalités administratives transféré au Beausset, suppression de l'étude de notaire, manque de personnel scolaire, promesses électorales non tenues (ici un club de jeunesse et de sports promis par la Direction sports du Var, fermeture de commerces de proximité, etc.). Le journaliste se fait l'écho du maire en fustigeant les autorités publiques, notamment leur politique de subventions favorables aux communes fusionnant, ce qui risquerait à terme de mettre en péril les pouvoirs locaux et les particularismes du terroir, au nom de l'intercommunalité. Paul Ricard prend alors encore plus conscience des limites qui lui sont imposées quand en 1975 pas moins de 27 permis de construire lui sont refusés²⁰, alors même que Matra, attiré par le récent circuit du Castellet, envisage d'y implanter une usine. Paul Ricard, afin de lancer le projet, a présenté un vaste plan d'aménagement de zones résidentielles pour accueillir les ouvriers Matra jusque-là obligés de faire 50 kilomètres journaliers de déplacements pour se rendre sur leur lieu de travail.
- 17 Dans un entretien qu'il donne à *Var Matin* en 1975 dans « monsieur le maire où en êtes-vous ? »²¹, Paul Ricard dresse un bilan catastrophique de la commune et de ses perspectives d'avenir :
- Nous sommes pauvres. L'État ne nous accorde que très peu de subventions. Nous sommes pris à la gorge par le système de taxes [...]. À Signes, on vivote. Les ressources traditionnelles de la commune font traditionnellement défaut.
- 18 La commune, par manque de moyens et délaissement, ne nourrit plus son homme, se dépeuple, les enfants étant attirés par la grande ville. Les commerces souffrent de la multiplication des grandes surfaces et peu à peu disparaissent, laissant la ville à l'abandon : « Pour habiter Signes, il faut une automobile. Il n'existe qu'une liaison Garéoult-Marseille, aucune sur Toulon et Le Beausset ». La liste des problèmes est interminable : pas de réponses des autorités locales, pas de gendarmerie locale ni de garde champêtre, etc. Il dénonce la centralisation urbaine qui défigure les paysages, s'en prend aux décideurs politiques qui envoient l'argent partout sauf dans les petites communes, aux gens restant devant la télévision plutôt que d'aller dans les cafés qui font faillite (*sic*).

- 19 Se superposant à une diatribe antiétatique bien rodée (et quasiment obsessionnelle !) et à une affirmation identitaire provincialiste assumée, Paul Ricard y ajoute, en tant que maire, un discours ruraliste de défense des « petites gens », qui n'est pas sans rappeler la phraséologie et l'idéologie poujadiste²². Paul Ricard n'en est plus à un paradoxe près ; ainsi ce géant du capitalisme à la française, qui vend des millions de bouteilles à travers le monde, dénonce désormais les grandes surfaces, le consumérisme et la désertification rurale. Aux réelles préoccupations de développement local, se greffent dans sa législature des problématiques qui mêlent des intérêts régionaux, les incontournables « querelles de clocher » et des causes sociétales plus larges qui sont à chaque fois l'occasion de mettre en accusation l'administration.

Paul Ricard à l'épreuve de la gestion publique

- 20 Bien décidé à enrayer le déclin de la commune, il entend manœuvrer et mobiliser sa commune comme il le fit pour son entreprise, mais Paul Ricard doit cependant composer avec une réalité différente. S'il put agir en chef de clan et en autocrate éclairé au sein de son entreprise privée, il se heurte désormais aux contraintes de l'action publique et de la nécessaire collaboration directe avec les services de l'État qui supervisent et contrôlent son action municipale. Quelle dialectique possible entre d'un côté un État très centralisé et pyramidal et de l'autre un élu local qui a forgé son identité en partie sur l'opposition à cet État ? C'est justement cette réalité à laquelle Paul Ricard a bien du mal à se faire, comme en ont attesté plusieurs affaires très médiatisées.
- 21 Comme à l'accoutumée, cela a commencé par un coup de colère, un « pavé dans la mare » où la provocation se mêle à la faconde méridionale : en septembre 1972, Paul Ricard adresse une lettre au président de la République, Georges Pompidou, intitulée : « Quand toute la forêt aura brûlé, il n'y aura plus d'incendies »²³. En plus d'être un acte de condamnation où les bureaucrates sont encore une fois montrés du doigt pour leur absence de réalisme et de compétence, cette lettre s'accompagne d'un projet politique et prend la forme d'un plaidoyer : « La forêt a besoin de l'homme [...]. Autrefois, la forêt était quadrillée par des chemins ruraux et forestiers, par des terres cultivées, des pâturages ». Que propose-t-il ? Un service de forêts équipé et financé, l'emploi de l'armée en temps de paix à l'entretien des domaines naturels et en faire ainsi un service public... Ce qu'il préconise, c'est le passage à l'action et la prise de décisions car la passivité est pour lui le pire de tous les maux, comme il devait le déclarer en 1975 à la presse : « Il y a 65 ans que j'assiste à des bavardages, à des discussions, surtout au moment des incendies, puis le silence se fait jusqu'à la saison prochaine »²⁴. Ce ton de provocation pourrait faire penser à de l'agitation, à de la polémique gratuite faite pour entretenir l'opinion et déranger. Les propositions qu'il avance ont pourtant trouvé à Signes et dans ses environs des applications concrètes.
- 22 Paul Ricard goûte peu le temps de l'administration et les lenteurs inhérentes à la procédure, si bien qu'il n'attend pas en général l'avis des autorités ou le déclenchement d'un mouvement d'opinion pour agir. Le combat rebondit en octobre 1978 lorsque *Var matin* annonce le rachat du massif de Limatte par la commune de Signes²⁵. Avec 13 300 hectares, Signes est l'une des communes les plus étendues du Var mais paradoxalement une des plus pauvres foncièrement, avec peu de réserves, pas de terres ni de forêts, résultat de l'histoire et de tensions séculaires avec l'évêché de Marseille,

qui était propriétaire des sites. Paul Ricard, poussé autant par le désir de s'affranchir de la tutelle administrative que par sa boulimie d'entrepreneur, décide de doter la commune d'un patrimoine foncier : le massif de Limatte représente alors 533 ha, dont 50 sont cultivables, des aides substantielles de l'État et de la région et la possibilité d'éviter la spéculation et le dépeçage immobilier du domaine. Une fois acheté, le domaine est l'objet de multiples projets devant entériner les principes de Ricard : une zone exclusive de chasse, la revalorisation de la flore, des aménagements de sécurité avec débroussaillages et lacs collinaires, la relance de l'agriculture et de l'élevage, la création de gîtes ruraux et du tourisme pédestre. C'est alors un plan de relance très important car les 282 ha recensés de culture et les 240 ha de vigne donnent à la commune des résultats très faibles et une qualité peu concurrentielle²⁶. Le projet reçoit l'aval de l'aménagement du territoire alors soucieux, comme c'est la mode, de la réanimation des zones rurales. Mais Paul Ricard se heurte au préfet qui lui impose le POS (plan d'occupation des sols) alors en plein développement, lequel apporte de nombreuses contraintes et révisions aux idées initiales. Paul Ricard doit alors renoncer à expérimenter ses solutions pour la défense de la forêt provençale.

- 23 Un autre cas significatif est celui relatif au dépôt d'ordures de Chibron. Ce dernier²⁷, officialisé en 1969 par arrêté préfectoral, est mis à l'index en juillet 1972 par le sous-préfet de Toulon qui attire l'attention du maire sur les nuisances et les inconvénients qui en découlent. Pendant près de quatre ans, la municipalité s'emploie à faire évoluer les choses et notamment à faire installer, comme le veut la modernité, un broyeur pour limiter ainsi les dépôts. Pour de sombres raisons contractuelles et sur avis du Comité départemental d'Hygiène, les choses stagnent. Pis, en 1974, Brignoles décide de renoncer à un broyeur et accepte dans la foulée de transférer ses déchets à Chibron, qui devient alors la poubelle de près de 400 000 habitants. La situation touristique et environnementale du Var rend intolérables ces nuisances esthétiques, ces odeurs, les risques de pollution des eaux et de propagation rapide des incendies. En dépit de l'abondante correspondance entre maires et autorités, le préfet déclare en 1976 que la réglementation ne s'applique pas au dépôt de Chibron, lequel voit de surcroît augmenter son tonnage journalier (de 87 à 192 tonnes par jour !) Le dépôt s'étend alors en violation totale de l'arrêté préfectoral de 1966. Une étude administrative datant de 1964, menée par la Direction départementale des services forestiers du Var, dans le cadre d'une enquête sur les risques possibles d'incendies, conclut que le dépôt de Signes est sans danger ! L'affaire traîne en longueur durant une dizaine d'années jusqu'à la visite préfectorale de Signes en janvier 1978. Comme le souligne la presse, la visite met en relief la désolation et l'ineptie d'un tel champ de nuisances²⁸. Le débat, vif sur tous les sujets, se cristallise autour du projet avorté de Matra. Devant le refus du préfet d'autoriser l'aménagement de la Limate et d'interdire l'ouverture du dépôt de Chibron aux communes environnantes, Paul Ricard, excédé, quitte la salle subitement et annonce dans la foulée sa démission, sa deuxième après 1973, qui se voit rejetée par la suite par le préfet en personne²⁹. Une crise qui aboutit à ce nouveau coup de semonce, alimentant plus que jamais la polémique. La fermeture du dépôt sera finalement actée, faisant de Paul Ricard un incontestable défenseur du patrimoine écologique provençal³⁰. Ses projets d'aménagement aboutiront en grande partie avec son successeur désigné, Jean Michel, qui parvient dans les années 1980 à développer la zone d'activités de Signes, grâce aux nombreux terrains cédés par Ricard.

Conclusions

- 24 À la fin de l'année 1976, il annonce encore une fois sa démission, ce qui n'empêche pas la population de faire de nouveau appel à lui³¹, alors qu'il ne s'est pas présenté officiellement. Mais lassé et excédé par les compromis, les reculs et les refus, Paul Ricard quitte définitivement ses fonctions en 1980 et reste sourd aux ultimes sollicitations des habitants. Un parcours qui reflète la manière avec laquelle Paul Ricard gérait la ville. Davantage perçu comme un chef de communauté et de village qu'un maire ou représentant politique, il n'hésite pas à réunir la population avant même les conseils municipaux³², pratiquant une sorte de référendum perpétuel lors de réunions sur la place publique. Ce type de gestion municipale apparaît comme une analogie de sa gestion d'entreprise quasiment clanique où, parallèlement aux conseils d'administration et aux réunions institutionnelles, le patron aimait faire appel directement à son personnel, inviter ses cadres en week-end chez lui pour souder les équipes dans un environnement convivial et familial, prendre les décisions en grand tribun, sous le regard de tous. Une culture tribunicienne du forum, qui est intrinsèque au style des leaders charismatiques pour lesquels le verbe et le geste priment largement sur l'approche de gestionnaire, bien plus technocratique et distante.
- 25 Une fois retiré des affaires économiques après avoir préparé sa succession et la fusion avec Pernod, Paul Ricard a reproduit à Signes les mêmes méthodes de gestion et de communication, conjuguant sans peine une forme d'autocratie et de démocratie directe, une culture du coup d'éclat et une stratégie médiatique savamment orchestrée, un pragmatisme managérial et une authenticité très méridionale, autant dans la ferveur des convictions que dans la contradiction des actions. Son engagement municipal, où se sont mêlés la défense du monde rural, de l'écologie et du lien social, était aussi pour Ricard un retour aux sources, celui d'une civilisation provençale traditionnelle qui commençait à s'estomper peu à peu avec les grands changements socio-économiques de l'après-guerre et de l'après Trente Glorieuses. On retrouve aussi dans ce personnage atypique des éléments constitutifs de ce que l'on pourrait appeler un « esprit méditerranéen de la politique » : où les passions ne s'effacent pas derrière des programmes, et où l'affirmation de l'identité se fait très manichéenne – à la fois dans l'exaltation nostalgique d'une culture provençale idéalisée et l'aversion obsessionnelle de l'État jacobin et parisien.

NOTES

1. C'est le titre du chapitre 25 que Paul Ricard réserve à l'administration française dans son autobiographie, p. 211.
2. Voir à ce propos Jean-Claude Hazera et Renaud De Rochebrune, *Les patrons sous l'occupation*, Paris, Odile Jacob, 1995, chapitre IX, p. 448-465 et Nicolas Anderbegani, « 23 août 1940 : Vichy décrète la prohibition », *Histoire(s) de la dernière guerre*, n° 8, décembre 2010.
3. Pour paraphraser une phrase méprisante de Drieu la Rochelle dans *L'Emancipation Nationale*.

4. On se souvient aussi que le mot « pastis » figurait en bonne place dans les débris de la « mauvaise maison France » vilipendée par la propagande la Révolution Nationale sur la fameuse affiche des services de propagande du Vaucluse de 1942, opposant deux France.
5. L'entreprise est officiellement créée en 1932.
6. Paul Ricard put compter sur les bons conseils et surtout l'appui de Fernand Coder, le grand magnat de l'industrie ferroviaire dans la région marseillaise, pour détourner une partie de son personnel des réquisitions de main-d'œuvre.
7. Paul Ricard se rendit d'ailleurs après la guerre à un voyage d'affaires aux États-Unis auquel participèrent de nombreux patrons. Il revint en France très impressionné par les méthodes de management et surtout émerveillé par leur libéralisme.
8. Le terme, très connoté, peut paraître excessif mais l'attitude et les propos de Paul Ricard face à l'administration, quasiment obsessionnels et souvent exagérés, sont dans cet esprit !
9. En 1968, le groupe Ricard est le leader mondial sur le marché de l'anis.
10. *La Révolte de Paul Ricard*, publié en 1969 par Louis Médéric, fut une tribune de choix où Paul Ricard put exposer dans le détail son réquisitoire.
11. Paul Ricard, *La passion de créer*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 211.
12. *Ibid.*, p. 251-252.
13. En 1932, Reboul et Ricard assistaient ensemble à la fête folklorique de la Tarasque dans le quartier de Sainte-Marthe, fief du groupe Ricard.
14. Voir à ce propos les actes du colloque de Septèmes-les-Vallons du 2 février 2013, *A l'entorn de l'accion occitana (1930-1950) Paul Ricard, Jorgi Reboul*, Carles Camproux, Max Rouquette, Septèmes-les-Vallons, Centre culturel Louis Aragon, s. d.
15. *Le Méridional* n'avait pas encore été racheté par Gaston Defferre, ce qui sera effectif en 1971, le maire de Marseille ayant alors une mainmise inédite sur les médias de la métropole phocéenne.
16. La nécropole nationale du « Vallon des fusillés », dans les environs du village, attestent de la féroce répression que subit la Résistance varoise à l'été 1944.
17. *Allocution à la population de Signes*, Archives de la Direction de la Communication RICARD S.A. (ADCR), dossier Paul Ricard IV, 6 janvier 1973. Toutes les citations proviennent de ce texte.
18. ADCR, dossier Paul Ricard IV, « *Le maire et la démocratie* », allocution publique, janvier 1978.
19. ADCR, dossier Paul Ricard IV « *maire de Signes 1971-1978* », *République*, 9 octobre 1973, p. 2, article de M. Coulet.
20. *Var matin*, 7 février 1976.
21. *Var matin*, 16 février 1975, p. 4, ADCR, dossier Paul Ricard IV. Enquête de Jeanine Avenel et François Kibler réalisée au cabinet du maire.
22. Nous rappellerons que le poujadisme, fondé et porté avec succès par Pierre Poujade de l'immédiat après-guerre jusqu'aux années 70, se présentait comme une organisation de défense des commerçants et des agriculteurs, à la fois contre l'État et les intérêts des grands industriels. On se rappelle aussi des violentes attaques que Pierre Poujade avait menées à l'encontre de Pierre Mendès-France en 1954, en prenant la défense des « bouilleurs de cru ».
23. ADCR, dossier Paul Ricard V « *Paul Ricard et la lutte contre les incendies de forêt de 1965 à 1986* », lettre du 28/9/1972.
24. *Nouvelles Ricard*, n° 393, 1975.
25. *Var matin*, 13 octobre 1977, article d'André Zaraby.
26. Ces données se trouvent en partie dans les allocutions publiques de Paul Ricard.
27. Les informations sur l'affaire du dépôt proviennent du dossier Paul Ricard IV - maire de Signes.
28. *Var matin*, 11 janvier 1978.
29. *Var matin*, 20 janvier 1978 et *Nice matin* du même jour.

30. Cet engagement écologique n'était pas un simple coup d'éclat médiatique mais l'expression d'une conviction intime. Dans la continuité de l'Institut océanographique fondé aux Embiez et de ses combats de maire pour la forêt, Paul Ricard a maintenu cet engagement bien après sa mandature, comme en attestent les lettres qu'il envoya en 1986 à Charles Pasqua et Philippe Seguin pour accentuer les efforts.

31. « Allocution à mes concitoyens », 20/11/1976 et Paul Ricard, *La passion de créer*, op. cit., p. 262.

32. Information recoupée par plusieurs témoignages de villageois et d'anciens conseillers municipaux.

RÉSUMÉS

Très connu comme dirigeant de sa fameuse entreprise et pour ses nombreux projets, tels que le circuit du Castellet ou bien l'Institut océanographique, Paul Ricard fut aussi maire durant presque une décennie. Dans le village de Signes, situé dans l'arrière-pays varois, Paul Ricard veut conduire sa commune comme son entreprise précédemment, avec leadership et efficacité, exploitant au mieux son caractère fort et charismatique. Il envisage maints projets mais doit aussi affronter un ennemi « personnel », quasiment obsessionnel : l'administration publique, que Paul Ricard considère comme un monstre tout-puissant, détruisant les talents et bloquant le progrès par un étai de lois, de régulations et de procédures. Dans l'exercice de ses fonctions municipales, il perpétue un combat très médiatisé contre « l'État », qui avait commencé durant la période de l'Occupation, lorsque son entreprise était menacée par les lois anti-alcoolisme du régime de Vichy. Ce combat prit aussi une dimension identitaire, Paul Ricard ayant été très impliqué dans la défense de la culture provençale, contre ce qu'il appelait le « centralisme parisien ».

Made famous by his well-known brand of aperitif and by various projects he initiated such as the racetrack of Le Castellet and the Oceanographic Institute, Paul Ricard was a mayor for almost a decade (1972-1980). Paul Ricard wanted to manage his village of Signes, in the rural Var, as he did his company: with strong leadership and efficiency, and using his charismatic personality. He planned to complete many projects, but also had to contend with a 'personal' and almost obsessional enemy: the state administration, which Paul Ricard considered a powerful monster that crushed talent and blocked progress with its rigid laws and procedures. During his decade as a Mayor, he led a well-documented fight against the 'State' which started during the Nazi Occupation, when his company was threatened by the anti-alcoholism laws of the Vichy regime. This fight also took on an identity dimension, as Paul Ricard was very involved in the defence of Provençal culture against what he called 'Parisian centralism'.

INDEX

Mots-clés : État, Paul Ricard, provincialisme, Signes, antiétatisme, populisme

Keywords : State administration, Paul Ricard, provincialism, Signes, anti-state-populism

AUTEUR

NICOLAS ANDERBEGANI

Titulaire du CAPES d'histoire-géographie depuis 2004, il enseigne dans un collège du Var, à Fayence. Sous la direction de Jean-Marie Guillon, il a réalisé une maîtrise d'histoire sur Paul Ricard (*Paul Ricard, au-delà du chef d'entreprise*, TELEMME, 2003) et un Master 2 recherche sur François Léotard (*François Léotard, de Fréjus au rêve présidentiel : un parcours politique inachevé*, TELEMME, 2009). Il a également collaboré à l'ouvrage collectif sur Paul Ricard, dirigé par Xavier Daumalin et Jean Domenichino, *Paul Ricard et le vrai pastis de Marseille*, publié en 2009 aux éditions Jeanne Laffitte.